ACCIDENT DU TRAVAIL OU MALADIE PROFESSIONNELLE :
Une indemnité temporaire d'incapacité (I.T.I) depuis le 1er juillet 2010

Lorsqu'un salarié victime d'un accident du travail (AT) ou d'une maladie professionnelle (MP), est reconnu inapte à son poste de travail par le médecin du travail, l'employeur doit, dans un **déla**i d'un mois, lui proposer un reclassement, ou à défaut, le licenciement pour incapacité. (Article R.4624-31 du Code du travail).

Depuis le **1er juillet 2010**, durant cette période où le salarié ne perçoit plus ni indemnité journalière, ni salaire, il peut bénéficier d'une **indemnité temporaire d'incapacité (ITI)**. Cette ITI est attribuée qu'il s'agisse d'un AT ou d'une MP initiale ou d'une rechute.

Le médecin du travail remet au salarié un formulaire à 3 volets :

- ⇒ Un volet à adresser sans délai à la caisse de rattachement.
- ⇒ Un volet à remettre à son employeur.
- ⇒ Un volet à conserver.

Sur ce formulaire :

- ⇒ Le médecin du travail porte la mention selon laquelle un **lien est susceptible d'être établi entre l'incapacité et l'accident ou la maladie professionnelle**.

- ⇒ Le salarié :

Soit **atteste sur l'honneur qu'il ne disposera d'aucune rémunération liée à son activité salariée pendant la durée de versement de l'ITI**.

Soit **déclare le nombre de jours rémunérés** par son employeur au cours de cette période au titre du poste de travail pour lequel il a été déclaré inapte (en application par exemple de dispositions conventionnelles, contractuelles...), ou le **nombre de jours de congés pris** pendant cette période.

- ⇒ L'employeur complète son volet et est tenu de le renvoyer **dans les 8 jours** qui suivent la date de décision de reclassement accepté par le salarié ou la date du licenciement, et d'y indiquer si le salarié percevra une rémunération au cours de la période.

Le montant de l'ITI est égal au montant de l'indemnité journalière versée pendant l'arrêt de travail lié à l'AT ou la MP ayant précédé l'avis d'incapacité.

L'ITI est versée, **sans délai de carence**, dès le jour qui suit l'établissement du 2ème certificat d'incapacité, jusqu'au jour du reclassement ou du licenciement du salarié, pour une **durée maximale d'un mois**. Passé ce délai, si le salarié n'est ni reclassé, ni licencié, son employeur lui paye de nouveau son salaire (Article L.1226-11 du code du travail).

La période des 15 jours entre les 2 certificats d'incapacité du médecin du travail demeure non rémunérée).

Lorsqu'à la date de décision de versement de l'ITI une **rente** liée à l'AT ou à la MP ayant entraîné l'incapacité est en cours de versement, **son montant mensuel est déduit de celui de l'ITI**. Lorsque la rente est versée postérieurement à l'ITI, la caisse récupère le trop perçu.

En revanche, l'ITI peut être cumulée intégralement avec une rente à condition qu'elle ne soit pas servie au titre de l'AT ou de la MP ayant donné lieu à l'incapacité. (l'ITI n'est pas cumulable avec les indemnités journalières des assurances maladie, maternité et accident du travail et maladies professionnelles. Elle cesse d'être versée si le salarié perçoit au cours de la période des indemnités journalières).

La prestation de l'ITI est soumise, comme l'ensemble des prestations, au contrôle du service médical de la sécurité sociale. Toute décision de refus de la part de la Caisse doit être notifiée dans les **2 mois** à la victime et comporter les motifs de la décision au regard des conditions à remplir.

L'ITI, comme les indemnités journalières en AT ou MP est assujettie à l'impôt sur le revenu à hauteur de 50% de son montant, à la CSG et à la CRDS. Elle est soumise aux règles relatives à l'insaisissabilité et à l'incessibilité prévues à l'article L.433-3 du code de la sécurité sociale

Dr Catherine MOUKHEIBER, Médecin Conseil
 Service Médical près CPAM du Vaucluse

Références :

Article 100-1 de la loi de financement de la sécurité sociale.

Décret n°2010-244 du 9 mars 2010 relatif à l'indemnisation du salarié déclaré inapte suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle (JO du 11 mars 2010).

Article L 433-1 du code de la sécurité sociale (article D 433-2 à D 433-8).

Articles L.1226-11, R.4624-31 et D.4624-47 du code du travail.